



Direction de la Banque des territoires (BDT)
DIRECTION DU RESEAU ET DES TERRITOIRES
DEPARTEMENT APPUI AUX TERRITOIRES

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**MAINTENANCE, HEBERGEMENT ET PRESTATIONS DE DEVELOPPEMENT
DU SITE INTERNET « COLLECTIV' FINANCES »**

AFFAIRE N° 20255471

Règlement de Consultation
(R.C.)

Date et heure limites de réception des offres
28/01/2026 à 11H30

MARCHE PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE

concernant les achats inférieurs à 90 000 € HT

Objet : Consultation – Maintenance, hébergement et prestations de développement du site internet « COLLECTIV' FINANCES »

En matière d'accompagnement financier, la Banque des Territoires développe un outil digital sur une plate-forme externalisée : « Collectiv'Finances ». Il est accessible à l'adresse URL suivante : www.collectivfinances-bdt.fr. Cet outil remplace « solidaires.com » créé en 2002, qui a permis d'accompagner financièrement les collectivités locales dans le cadre de la mise en œuvre des différentes réformes territoriales. Eu égard les évolutions législatives, budgétaires et fiscales, l'outil « solidaires.com » n'est plus adapté aux nouvelles attentes des collectivités locales.

La prestation a pour objet de reprendre la maintenance et l'hébergement du site mais également de pouvoir mener des développements informatiques de nouvelles fonctionnalités.

Vous trouverez en pièces jointes le cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement, le cahier des clauses techniques particulières décrivant la prestation attendue, l'annexe grille tarifaire -DPGF, ainsi que l'annexe 1 RGPD – article 28 à compléter, l'annexe 2 attestation sur l'honneur absence de conflit d'intérêt, les annexes 3A et 3B plaquette CDC portail SY, l'annexe 4 RSSIPS CDC, ainsi que le formulaire DC4 déclaration de sous-traitance- CDC et sa notice, le cas échéant.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Si vous souhaitez répondre à cette consultation, votre offre devra nous parvenir via la plateforme de dématérialisation et contenir impérativement les éléments suivants :

• **Un mémoire technique adapté au contexte et au besoin exprimé présentant :**

- **Une description des moyens et des outils** mis à la disposition répondant aux attendus du CCTP article 2.1.1 (sauf partie comitologie) :
 - Une **description technique et fonctionnelle** portant sur la reprise d'antériorité, le choix d'hébergement du site, gestion des comptes, collecte et traitement des données, les mises en production et marché, méthode d'analyse, dispositif de suivi (reporting et performance SEO).
Notamment, il est attendu :
 - la description de la solution d'hébergement, de sa solution (données et traitements) : sites de production, sites de back-up, sites de sauvegarde, si ces sites relèvent de sa propriété ou de celles de sous-traitants, la localisation géographique de ces sites et le candidat décrit toutes les certifications de sécurité dont celles relatives à sa solution d'hébergement.
 - la description des mécanismes qui permettent d'assurer la confidentialité et l'intégrité des données stockées sur sa solution (données au repos et en sauvegarde) / Les solutions de chiffrement ou de masquage utilisées.
 - la description des mécanismes qui permettent d'assurer la confidentialité et l'intégrité des données en transit / Les solutions de chiffrement ou de masquage utilisées.
 - la description des mécanismes qui permettent d'assurer la confidentialité et l'intégrité des données en cours d'utilisation.
 - Une **description du plan de maintenance corrective et évolutive** : procédures de traitement des anomalies, gestion des incidents et délais de réponse associés.
 - Le **plan d'assurance et sécurité** du candidat.

- Une description de la méthodologie (note méthodologique) proposée portant sur :
 - Un **exposé de la compréhension** de la solution informatique attendue (informations sur l'hébergement de la plate-forme)
 - Le **cadre de la mission de la prestation au forfait, l'animation de la démarche et la comitologie**
 - les **UO1, UO2 et UO3** relevant des prestations à bon de commande
 - Un **calendrier prévisionnel** détaillé de chacune des activités décrites dans la description méthodologique.
- Une **présentation de l'équipe** dédiée à la réalisation des prestations objets de la consultation (CV des profils des intervenants présentant les compétences et les expériences) ainsi que les modalités de répartition du travail.
- Une **note démontrant** l'approche du candidat dans l'appréciation **des démarches environnementales et RSE relatives à la prestation (écoconception, accessibilité)**. Cela devra se traduire par le descriptif des mesures particulières prises en lien avec la prestation pour limiter l'impact de leurs activités sur l'environnement, favoriser la diversité et la lutte contre les discriminations et l'insertion des personnes en difficulté, etc.
- La **proposition financière**, complétée.
- Le **cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement** à renseigner et à faire signer électroniquement par une personne habilitée à engager votre société (joindre le pouvoir).
- **L'annexe relative au traitement des données à caractère personnel (RGPD): à compléter** par le candidat, en cas de sous-traitance de données, notamment les annexes I à IV (mesures de sécurité, sous-traitants ultérieurs, ...) – cf. **les parties à remplir ou cases à cocher**.
- **L'attestation sur l'honneur à fournir** par la personne morale qui s'engage pour son compte et celui des intervenants qu'ils ne sont **pas en situation de conflits d'intérêts**. Chaque membre du groupement devra fournir l'attestation sur l'honneur (cf. Attestation vierge jointe au DCE) ;
- Le cas échéant, le **DC4-CDC** déclaration de sous-traitance.

Cette consultation est passée selon une procédure adaptée dont le montant doit être inférieur à 90 000 € HT. **A titre informatif, le montant estimé de cette prestation sur la durée totale maximale de deux ans est de 60 000 € HT.**

La date limite de réception des offres est fixée au : **28/01/2026 à 11h30.**

Le marché sera attribué au candidat dont l'offre aura été jugée économiquement la plus avantageuse, au regard des critères suivants :

Critères de jugement	Pondération
1- Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique	60%
Sous critère 1 : Pertinence des moyens et outils proposés pour répondre aux attendus techniques	50%
Sous critère 2 : Pertinence de la méthodologie proposée en mode projet (notamment au regard de la comitologie, du planning et de la relation avec la maîtrise d'ouvrage)	15%
Sous critère 3 : Pertinence de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation et de l'organisation proposée	25%
Sous-critère 4 : Pertinence des engagements spécifiques que le candidat prend sur les aspects environnementaux et sociaux en matière de RSE (accessibilité, écoconception) pour ce marché apprécié au regard de la note dédiée	10%
2- Prix des prestations apprécié au regard du montant total de la DPGF	40%

Négociations

La Caisse des Dépôts se réserve la possibilité de négocier avec les **3 candidats** ayant présenté les offres initiales les mieux notées au regard des critères énoncés ci-dessus.

Les candidats seront informés par courriel via la plateforme de dématérialisation PLACE des conditions d'organisation, de la date et de l'heure de la tenue de la négociation (en distanciel via TEAMS).

Conditions d'envoi ou de remise des plis

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

Cette demande doit intervenir au plus tard **le 21/01/2026 – 11h 30**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **le 23/01/2026 – 11h30 au plus tard**.

Ces demandes ne peuvent tendre qu'à obtenir des éclaircissements sur les modalités et l'objet de la Consultation. Elles ne peuvent en aucun cas comporter des informations se rapportant au contenu de la candidature ou de l'offre que le candidat envisage de formuler.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. La durée de validité des offres est de **90 jours**.